Plateforme 2 : Reconstruire le NPA Jeunes, intervenir dans la jeunesse et y développer une tendance communiste révolutionnaire, lutter contre les oppressions : nos tâches centrales

Cette plateforme est issue de camarades jeunes se reconnaissant dans le processus en cours de recomposition d'une partie de la plateforme A, en particulier les camarades de la pfT et de la pfY. Ainsi, cette plateforme s'inscrit dans la continuité de l'appel que nous avons lancé à tou·te·s les camarades ayant le désir de construire le NPA tout en le transformant sur un axe révolutionnaire. Dans le secteur jeune, où les composantes de l'ex-pfA sont majoritaires, il est malheureusement souvent difficile de mettre en œuvre une orientation commune. Pour y remédier nous avons tenté de construire une plateforme commune avec les autres courants jeunes de l'ex-pfA, mais cela a été refusé par ces derniers. Nous ne prétendons pas être l'embryon du parti révolutionnaire et nous ne voulons pas former un groupe centré sur lui-même et incapable de militer côte à côte avec les autres camarades. Ainsi, loin de privilégier l'auto-construction, nous souhaitons lutter contre le sectarisme et travailler avec tou·te·s les camarades et tendances avec lesquel·le·s il est possible d'avancer pour reconstruire le NPA Jeunes, intervenir dans la jeunesse et y développer une tendance communiste révolutionnaire, lutter contre les oppressions.

1 Situation nationale : crise politique d'un gouvernement à l'offensive face à un mouvement ouvrier dans une nouvelle dynamique mais entravé par ses directions syndicales

1.1 Un gouvernement impopulaire mais à l'offensive et un mouvement ouvrier à la croisée des chemins

D'un côté, il est clair que s'est refermée la période ouverte par la défaite de la lutte contre la réforme des retraites de 2010 (qui voyait se refermer le cycle de hausse de la lutte des classes qu'a traversé la France de 1995 à 2010), longue traversée du désert marquée par six ans d'absence de mouvements nationaux – particulièrement coûteuse pour la jeunesse qui doit composer avec un turnover structurel entraînant notamment le renouvellement permanent des équipes syndicales. Entre 2016 et 2018, la séquence

de la mobilisation contre la loi Travail ainsi que les mobilisation étudiantes, la grève des cheminot.e.s, de la Poste et des Hôpitaux ont marqué une reprise significative de la lutte de notre classe. Parallèlement, la crise du capitalisme s'accentue et prend des allures de crise politique. L'arrivée de Macron au pouvoir est une tactique de la bourgeoisie pour privatiser les services publics et détruire nos acquis sociaux afin de maintenir des taux de profits élevés dans une situation où les tensions économiques internationales se renforcent de jour en jour, tout en neutralisant le discrédit des partis traditionnels. L'affaire Benalla est un des symptômes de cette crise politique, confirmée par les chiffres records d'impopularité atteints par Macron dans les sondages, même s'il n'avait jamais réussi à convaincre massivement la population.

1.2 Les directions syndicales comme principal frein à nos luttes

De l'autre, une crise politique ne signifie pas mécaniquement un développement de la conscience de classe et une intensification des luttes. C'est d'autant plus vrai que le gouvernement, malgré les turbulences qu'il traverse, accélère ses attaques. Le constat sur l'ensemble du territoire reste celui d'un effondrement des équipes syndicales et du taux de syndiqué.e.s, d'une difficulté croissante à mobiliser et d'une intensification de la répression qui pèse sur le rapport de force. Toutefois, tout cela ne s'explique pas seulement par l'affaiblissement du mouvement ouvrier, mais aussi en grande partie par l'impasse stratégique dans laquelle l'ont mené ses propres représentations syndicales, à savoir les bureaucraties syndicales elles-mêmes. En effet, dans la lignée du modèle du « dialogue social », leur stratégie de journées de mobilisation "saute-mouton" n'offre aucune perspective aux mobilisations, routinisent les journées de grève, et empêchent tout compte fait que se développent des cadres d'auto-organisation. Cela a été très net pendant la lutte contre la loi Travail, et plus encore pendant la mobilisation contre la réforme du rail : la stratégie de la grève perlée a conduit à l'impasse, alors même que la détermination des cheminot.e.s était ferme, comme en témoigne le maintien d'un taux élevé de grévistes malgré la durée du conflit (trois mois de grève). Seules les vacances scolaires ont eu raison de cette détermination. Dans les prochains mois, Macron va lancer le chantier pour la réforme des retraites et celle de l'assurance chômage : d'ores et déjà, une partie des syndicats ont accepté le cadrage gouvernemental de la négociation…

1.3 La question des migrant.e.s

La situation politique est également marquée par la question des migrant.e.s. Le gouvernement là encore est ignoble. Son hypocrisie concernant l'*Aquarius* en est une illustration criante : Emmanuel Macron avait pourtant dénoncé, le 12 juin, l'attitude "cynique" et "irresponsable" de l'Italie, qui refusait d'accueillir le navire Aquarius et ses 629 migrants. En Août, se réfugiant derrière un pseudo-droit maritime, l'exécutif a indiqué que l'Aquarius transportant 58 migrant·e·s devait rejoindre le port le plus proche, à savoir l'île de Malte. Macron a beau se gargariser de grands mots et dénoncer la politique de Matteo Salvini, il l'applique lui-même. Il légitime les fascistes

de Defend Europe en empêchant les navires humanitaires de sauver des vies en mer, il remet en cause le droit du sol à Mayotte, il fait voter la loi Asile et Immigration qui enferme les enfants et prolonge la durée de rétention, il fait harceler les migrant.e.s et leurs soutiens par la police, il signe des accords avec la Turquie et la Libye, où les réfugié.e.s sont soumis.e.s à un retour de l'esclavage et aux violences physiques et sexuelles.

2 Situation et intervention dans la jeunesse

2.1 Double nécessité de reconstruire le mouvement étudiant et d'y développer une tendance révolutionnaire

2.1.1 Un mouvement étudiant en crise, des pertes de repères politiques mais une nouvelle dynamique

La jeunesse étudiante est traversée par une contradiction entre la faiblesse du mouvement étudiant organisé et la force de la contestation des étudiant.e.s à la base lorsqu'une explosion se produit.

La faiblesse du mouvement étudiant se marque d'abord par l'effondrement du syndicalisme étudiant, notamment de l'UNEF mais aussi de Solidaires Étudiant.e.s. D'un côté, l'UNEF paye au prix fort l'effondrement du PS auquel elle est organiquement liée, et est largement déconsidérée au sein du mouvement étudiant. L'organisation paye aussi le poids de ses trahisons multiples (loi Fioraso, sélection en master…). Elle a ainsi connu une chute de ses effectifs historiques. Cela s'est particulièrement fait ressentir dans la mobilisation du printemps dernier où nulle part dans les principales facs mobilisées la majorité de l'UNEF n'a été en position de diriger. De l'autre, Solidaires Étudiant.e.s a refusé d'adopter une position critique face à sa propre direction syndicale dans une période de reflux des luttes. Cela l'a conduit d'abord à une forme de démoralisation, puis à l'exclusion de toute contestation interne (notamment trotskyste) au profit d'un rapprochement avec d'autres secteurs (autonomes et réformistes priorisant le syndicalisme au quotidien, et ayant une lecture des oppressions en termes d'identités). À l'échelle nationale, ces deux syndicats ont ainsi adopté lors des deux derniers mouvements une attitude relativement extérieure et passive. Toutefois, au niveau local, plusieurs syndicats de Solidaires Étudiant.e.s ont joué un rôle important et moteur dans la mobilisation de l'an dernier, et ont ainsi réussi à se construire contrairement à la majorité de l'UNEF.

La faiblesse du mouvement étudiant correspond également au départ définitif de la fac de la génération qui avait connu le CPE, les LRU, ou le mouvement contre les retraites. Durant plusieurs années, cette génération avait permis de maintenir un lien vivant entre les luttes en cours et l'héritage historique du mouvement étudiant. Le turn-over étudiant a fait son œuvre. On constate ainsi une perte des réflexes hérités du mouvement étudiant historique : bien que la forme AG reste une habitude globalement

sauvegardée, les modalités de son déroulement (tribune, médias, tour de parole, cadre d'auto-organisation, assemblée plénière *versus* assemblée en pétales…) ne sont plus une évidence. De la même façon, l'intérêt de constituer des comités de mobilisation, de se coordonner via des CNE, voire même d'aller en manifestation, est bien moins perçu. Une partie importante des autonomes ont ainsi tiré la conclusion qu'il fallait remettre en cause le cadre des AGs.

Mais cette réalité, issue de la baisse de la mobilisation de notre classe entre 2010 et 2016, pourrait connaître une évolution positive suite à la nouvelle phase qui s'est ouverte avec les mobilisations contre la loi Travail et contre la sélection en 2018. Ces mobilisations ont non seulement été importantes, mais encore massives : pendant le mouvement contre la sélection, certaines AGs ont en effet atteint les mêmes nombres de participant.e.s que lors du mouvement contre le CPE (plusieurs milliers). En outre, elles ont été radicales, s'efforçant de faire le lien avec le mouvement ouvrier : c'était évident lors de la loi Travail, mais c'était également le cas lors du mouvement contre la sélection qui a été suivi de peu par le mouvement contre la réforme du rail. Face aux trahisons des bureaucraties syndicales et au spontanéisme des autonomes, le NPA Jeunes peut trouver un espace pour développer ses idées ainsi qu'une stratégie pour gagner.

2.1.2 Montée de l'autonomie dans la jeunesse étudiante

On assiste par ailleurs à une montée impressionnante de l'autonomie dans la jeunesse étudiante. Si dans sa globalité elle reste majoritairement convaincue par la FI et Mélenchon (au premier tour des présidentielles de 2017, la majorité des 18-24 ans – 30% environ – ont voté pour lui), la jeunesse qui se mobilise semble en revanche de plus en plus influencée par l'autonomie, laquelle tend à s'y imposer comme la première force politique. En ce sens, si nous pouvions dire que le NPA Jeunes a en partie contribué à organiser l'avant-garde de la jeunesse pendant la lutte contre la loi Travail, cela s'est retourné pendant la lutte contre la loi ORE au profit des autonomes. Le résultat de cette transformation a été particulièrement coûteux : en considérant l'occupation comme une fin en soi et en ne proposant pas à la mobilisation étudiante de perspectives au-delà de ces occupations, les autonomes n'ont pas réussi à contrer la tendance à la défaite − laquelle, bien sûr, s'est largement jouée à un tout autre niveau : la répression, le décalage avec la mobilisation du rail, l'absence de réaction de notre classe qui n'a pas permis aux étudiant.e.s de jouer leur rôle d'étincelle, etc.

Cette montée de l'autonomie est due à un ensemble de facteurs, mais il est certain qu'elle signifie tout à la fois notre perte d'influence sur le mouvement étudiant conscient et l'existence d'une radicalité importante dans la jeunesse, favorable aux idées révolutionnaires.

2.1.3 Reconstruire le mouvement étudiant

Certain.e.s révolutionnaires estiment malheureusement que reconstruire un

mouvement étudiant (ceci est transposable au mouvement ouvrier) n'est pas de leur ressort, qu'ils n'ont qu'à développer une tendance révolutionnaire en son sein. À notre sens, ce n'est pas suffisant car la situation politique du mouvement étudiant nous impose d'œuvrer à sa reconstruction. Dans ce sens, le développement des Etats Généraux du Syndicalisme Etudiant peut peser dans la balance.

2.1.4 La nécessité du syndicalisme étudiant

A l'heure actuelle, une de nos tâches centrales est d'œuvrer à la reconstruction du mouvement et du syndicalisme étudiant. Le syndicalisme étudiant est utile dans la mesure où il nous ancre dans le mouvement, et plus globalement dans le milieu étudiant : nous pouvons toucher largement, au-delà des seuls secteurs les plus politisés, aussi en période hors-mouvement. Cela nous permet d'apprendre à dialoguer avec le milieu étudiant, de savoir partir de son niveau de conscience. Enfin, cela nous apprend à bien connaître le milieu dans lequel on intervient et les rapports de force qui le traverse : l'administration, le personnel de la fac, nos allié.e.s comme nos ennemi.e.s, les forces politiques et syndicales en présence, etc.

Dans le cadre de ces syndicats, nous pouvons être amené.e.s à pratiquer du "syndicalisme au quotidien". Cet investissement ne prépare certes pas à la révolution, bien qu'il puisse être un premier appui pour amener des franges étudiant.e.s à découvrir l'auto-organisation et la lutte collective. Il permet surtout de faire corps avec le milieu étudiant, de comprendre ses préoccupations quotidiennes et en particulier de gagner auprès de lui une confiance qui est nécessaire pour le reste de notre intervention. Nous ne pouvons pas nous contenter d'être des électrons libres extérieurs à l'université, qui débarquons à chaque fois que les choses commencent à bouger : sans quoi nous serons taxés d'opportunisme, et la méfiance, déjà grande vis-à-vis des partis politiques, ne fera que s'accroître. Nous devons faire la preuve de notre engagement au quotidien auprès des étudiant.e.s.

Pour autant et à l'inverse, il est bien évident que d'une part notre temps militant est limité, et que de l'autre "les gommes et les crayons" ne suffisent pas à former des militant.e.s révolutionnaires. À ce titre, le "syndicalisme au quotidien" doit être une voie d'entrée, un marche-pied pour une élévation de la conscience globale du mouvement étudiant. Nous ne devons pas y consacrer l'essentiel de notre temps. Nous devons aussi développer notre propagande révolutionnaire et notre programme, expliquer notre projet et notre stratégie, former des camarades et éventuellement en recruter. C'est un arbitrage certes délicat, mais indispensable dans la période.

2.1.5 Construire une structure de coordination des équipes de lutte à une échelle nationale

Néanmoins, force est de constater que concernant le syndicalisme étudiant, nous sommes face à une impasse : d'une part, aucun syndicat ne peut prétendre à obtenir l'ampleur nationale dont bénéficiaient l'UNEF et Solidaires pendant les mobilisations

LRU ; d'autre part, notre orientation − qui demeure minoritaire et faible dans la jeunesse, surtout face à l'expansion des autonomes − est pénalisée par notre éclatement entre différentes structures.

Nous avons conscience qu'aucune solution suffisante ne sera trouvée du jour au lendemain. Néanmoins, les derniers mouvements étudiants constituent une base intéressante pour lancer une rencontre de tous les collectifs étudiants de lutte : anciens comités de mobilisation, sections locales combatives de l'UNEF (Tacle par exemple), ensemble des syndicats locaux de Solidaires Étudiant.e.s, syndicats indépendants comme l'UET, etc. Cette rencontre peut être pensée comme un front intersyndical étudiant de lutte, dans l'objectif d'une recomposition syndicale passant dans un premier temps par la mise en place d'un réseau militant. Cela permettra de mettre en contact des équipes militantes locales qui ne peuvent pas partager leurs expériences ni élaborer collectivement en raison de l'éclatement général du syndicalisme étudiant.

Dans ce cadre, la tentative d'états généraux du syndicalisme étudiant en décembre lancée par les camarades de l'UET et le courant de l'UNEF rattaché à la FI peut être un tremplin dans la recomposition du mouvement étudiant. Le parti doit y jouer un rôle d'avant-garde et ne pas le laisser aux réformistes, pour que ce projet ne se transforme pas en syndicat de la FI. L'enjeu est d'élargir les structures contactées pour réunir tous les collectifs et syndicats étudiants de lutte, dont ceux issus de 2016 et 2018. Nous ne pourrons peser sur ce projet que si l'ensemble des camarades jeunes du NPA s'en emparent, via leurs propres structures syndicales, afin d'y impulser une ligne combative.

2.1.6 L'auto-organisation doit être au centre de notre politique

Historiquement et stratégiquement, l'auto-organisation est apparue comme un élément central de la politique de notre courant. Le premier point tient à notre objectif : la prise du pouvoir et l'auto-organisation des travailleur.se.s par et pour elles/eux-mêmes. Chaque expérience de la classe ouvrière, de la lutte locale à la grève générale en passant par les mobilisations nationales, est une occasion pour elle de se préparer à la prise et à l'exercice du pouvoir. L'auto-organisation est une garantie de démocratie et permet de lutter contre la bureaucratie.

Nous devons donc nous faire les champions de l'auto-organisation et de la démocratie, non pas dans la perspective hyper-formaliste et paralysante des libertaires, mais en lien vivant avec notre analyse de la situation et notre stratégie. Quand nous ne le faisons pas, nous sommes discrédité.e.s, le mouvement perd en efficacité, et nous n'incarnons plus une alternative politique crédible : trop d'étudiant.e.s mobilisé.e.s ne nous écoutent plus car ils et elles ne nous font tout simplement pas confiance. Par ailleurs le trop peu de considération que nous avons eu pour cette auto-organisation nous a fortement desservie pendant le mouvement amenant une alliance entre libertaires et autonomes, là où nous aurions du favoriser une alliance entre trotskistes et libertaires.

Impulser une tendance révolutionnaire dans les universités

2.1.7 Construire un NPA Jeunes portant une tendance marxiste révolutionnaire dans les universités

Nous devons défendre le droit d'étudier de manière inconditionnelle, indépendamment des entreprises, et nous devons nous battre contre la sélection et défendre les droits que garantissaient jusqu'ici les diplômes. Si nous devons défendre les conditions d'études des étudiant.e.s, nous souhaitons plus généralement une université critique, libre, émancipatrice et autogestionnaire. Mais nous savons qu'une telle université n'existera jamais sous le capitalisme et nous devons nous servir des facs comme base avancée pour faire progresser nos idées, construire des bastions de résistance et y impulser une tendance révolutionnaire, y défendre notre programme et notre stratégie.

2.1.8 Construire le lien entre mouvement étudiant et mouvement ouvrier sur nos bases

De plus nous devons faire le lien entre mouvement ouvrier et mouvement étudiant.

D'abord, le mouvement étudiant a à apprendre du mouvement ouvrier. Ainsi, il faut défendre la convergence des luttes lors des mouvements étudiants pour montrer que les étudiant-e-s aussi bien que les travailleu-r-se-s on intérêt à s'unir et agir pour défendre les intérêts de la classe ouvrière en tant que classe. Par ailleurs, au NPA Jeunes, nous avons tendance à oublier les travailleur.se.s… de nos propres universités ! Il faut bien sûr tisser des liens avec les travailleur.se.s de l'université, en particulier les BIATSS, comme cela a pu être fait par le passé à l'ENS en 2010 ou cette année à Paris 1.

Mais ces liens ne doivent pas se faire de façon neutre. Le mouvement étudiant, d'abord en tant qu'il représente une partie de la jeunesse mais peut être aussi de façon plus spécifique, a un rôle d'entraînement, et même, dans certaines conditions, de radicalisation de la classe ouvrière. Du fait de ses conditions matérielles d'existence, il est plus facile au mouvement étudiant de se mobiliser (il n'y a souvent pas d'enfant, moins de difficultés matérielles à faire grève, etc.), mais aussi d'être plus radical (il subit moins d'aliénation puisque son temps passé auprès des patrons est moins important…). Notre rôle doit être de pousser jusqu'au bout cette radicalité, afin qu'elle ait une influence positive sur le mouvement ouvrier. Ainsi, nous devons utiliser les AG de nos mouvements pour critiquer et interpeller les bureaucraties syndicales.

2.2 Œuvrer à l'unification d'un mouvement lycéen divisé syndicalement et y porter notre politique révolutionnaire

2.2.1 Un mouvement lycéen affaibli, divisé et sans beaucoup de réalité au printemps dernier

Tandis que le mouvement lycéen s'était construit de 1966 à 1979 sur des bases directement politiques et sur la remise en cause des institutions, il a eu tendance à se replier, depuis 1986, sur des revendications plus syndicales, et à tomber davantage sous l'emprise des appareils syndicaux professionnels.

Actuellement, si les syndicats lycéens organisent une partie non négligeable des forces militantes lycéennes (l'UNL compte par exemple 7000 cartes), ils n'ont pas joué dans les dernières mobilisations de rôle vraiment structurant, au contraire des syndicats du mouvement ouvrier ou du mouvement étudiant. Le syndicalisme lycéen est en effet en crise depuis l'an dernier, ce qui se traduit notamment par sa division entre quatre organisations principales (SGL, FIDL, UNL, UNL-SD).

Après la mobilisation principalement parisienne en soutien à Khatchik et Leonarda en 2013, le dernier vrai mouvement lycéen national a eu lieu en 2016 lors de la lutte contre la loi travail. La mobilisation lycéenne contre la loi Vidal n'a pas eu la même réalité : elle est de fait restée inexistante ou très minoritaire, ce qui s'explique en partie par la défaite subie l'année précédente, mais aussi par la pression nouvelle qu'a engendrée la mise en place du dispositif Parcoursup. Une Coordination Lycéenne Nationale a malgré tout réussi à émerger : elle a permis de recréer des liens nationaux qui avaient été rompus. Cet élément très positif reste toutefois limité : sans réel mouvement à la base, la CNL n'a évidemment pas pu à elle seule faire des miracles.

Avec la rentrée et malgré les attaques en nombre du gouvernement, le mouvement lycéen ne prend toujours pas pour le moment.

2.2.2 Intervenir dans les lycées politiquement et syndicalement, et y impulser l'auto-organisation

2.2.2.1 Intervenir en construisant la commission lycée du NPA Jeunes

Le mouvement lycéen a parfois du mal à prendre son autonomie par rapport à celui des étudiant-e-s. Les deux sont étroitement liés mais ne nécessitent pas forcément les mêmes tactiques ou les mêmes méthodes d'organisation. Nous avons besoin d'un matériel lycéen spécifique, différent de celui des étudiant-e-s et de mettre au centre la question de l'auto-organisation, qui n'est pas un réflexe naturel dans la plupart des lycées.

Pour ces raisons, il est important de structurer le projet de commission lycéenne du NPA Jeune. Avec elle, nous devons construire et mener une campagne dans nos lycées.

2.2.2.2 Unifier le syndicalisme lycéen de lutte autour de l'auto-organisation

Notre intervention doit passer par le syndicalisme lycéen notamment dans les lycées où plusieurs groupes politiques existent, et ce pour plusieurs raisons. La dernière période a globalement vu se développer des mouvements lycéens sur des bases plus syndicales, il est donc important de s'adresser à cette sensibilité largement. Il est important

d'installer des automatismes de lutte auto-organisée dans les lycées et nous ne sommes pas les seul.e.s à appuyer ces pratiques. Faire le lien entre le mouvement lycéen et celui des travailleur-euse-s est central, sans que le mouvement lycéen ne soit instrumentalisé par les bureaucraties syndicales, sous peine de perdre la radicalité lycéenne d'où la nécessité d'organiser les lycéen.ne.s largement. Ce syndicalisme doit être principalement un syndicalisme de lutte. Le syndicalisme au quotidien étant moins important que dans les universités puisque amener les lycéen-ne-s à passer d'une lutte individuelle à collective et auto-organisée est plus compliqué notamment du fait de l'influence des parents. Il doit par ailleurs être centralement tourné vers le soutien à l'auto-organisation. Nous pensons que ce soutien doit être la base minimale sur laquelle nous devons oeuvrer au rapprochement et à la fusion des syndicats lycéens.

2.2.2.3 Orienter la lutte lycéenne dans une perspective révolutionnaire

À l'intérieur des CLN comme dans le mouvement lycéen en général, nous devons incarner une alternative aux autonomes ou aux réformistes, et nous battre pour une orientation révolutionnaire claire.

La convergence des luttes est essentielle et il est important de faire le lien entre les lycéen-ne-s et les autres secteurs. Ce lien peut être fait en invitant dans nos AG et à la CLN des intervenant-e-s travaillant ou non dans l'Education, en participant aux caisses de grève, en essayant de communiquer avec nos profs mobilisé-e-s et toutes les personnes qui travaillent dans nos établissements. Notre rapport à la convergence ne peut par ailleurs pas être neutre et il doit passer par la critique et l'interpellation des directions syndicales.

2.3 Intervenir au sein des jeunes travailleur.se.s

Le NPA Jeune est aujourd'hui principalement tourné vers une intervention à l'université et dans les mouvements étudiants, et dans une moindre mesure vers les lycées. Cela s'explique évidemment par le fait que la majeure partie des camarades jeunes ont comme lieux d'intervention les facs mais aussi par l'incapacité générale des organisations du mouvement ouvrier à organiser les jeunes travailleur.se.s.

Or il est important de se rendre compte de ce que représente les jeunes travailleur.se.s en France. Car si à 18 ans le nombre de jeunes qui étudient tourne autour des 75%, ce chiffre baisse rapidement à 43% à 21 ans, puis 11% à 25 ans. Et même parmi les étudiant.e.s, la moitié travaillent à côté de leurs études supérieures.

Les jeunes travailleur.se.s sont marqué.e.s par une grande précarité : un chômage élevé (20%) dont la baisse ces dernières années n'est liée qu'à la multiplication de contrats précaires (CDD, intérim…) à temps partiels et de nouvelles formes d'emploi comme les auto-entrepreneurs (Uber, Foodora, freelance…) particulièrement instables. De plus, les jeunes non diplômé.e.s sont énormément employé.e.s : soit dans les petits commerces (Fast food, vente, boulangerie…), soit par des grandes entreprises tels que

Uber via le statut d'auto-entrepreneur, qui permet de ne pas payer à l'heure ses employés, de pouvoir les virer à tout moment et de ne payer quasiment aucun impôt. Les jeunes sont ainsi les premier.e.s touché.e.s par l'ubérisation du travail.

Du fait de la spécificité des conditions de travail des jeunes, mais aussi de la composition sociale des organisation syndicales (principalement formée de l'aristocratie ouvrière), ces dernières peinent à organiser ces jeunes et à adapter leurs sections « intérim » ou « atypique » aux nouvelles formes d'emplois. Néanmoins de nouvelles formes d'organisations et de mobilisations se développent, notamment autour des grèves dans les MacDonalds ou des livreurs à vélo. Ces derniers ont fondé plusieurs sections syndicales et organisé une première grève depuis l'été 2017. Ce mouvement semble avoir une réalité européenne avec entre autres une grève importante en Angleterre ces derniers mois.

Le constat est sans appel : il manque toute une génération de personnes qui, sorties des études, quittent le secteur jeune et arrêtent de militer, car cette transition peut être très difficile psychologiquement (dépression) et économiquement (chômage). Nous devons tenter d'accompagner nos camarades qui quittent les comités jeunes afin qu'il-elle-s ne se retrouvent pas isolé-e-s et conservent un cadre de militantisme.

Les enjeux sont donc importants :

- Impulser des interventions sur les lieux de travail mais aussi sur les lycées pro ou techno et non seulement généraux
- Accompagner les camarades dans cette période de transition
- Convaincre des potentiel.le.s camarades travailleur.se.s de rejoindre le NPA

Nous pensons par ailleurs qu'il serait juste de créer une commission jeune travailleur.se.s dans le NPA Jeune pour permettre à ces camarades d'élaborer en commune d'écrire des contributions et d'avoir des interventions concertées.

3 Une classe dans toute sa complexité

3.1 Une classe diverse

Le NPA se veut un parti de classe : la classe ouvrière, majoritaire et en recomposition, demeure le sujet apte à renverser le système économique capitaliste malgré le recul de la conscience de classe.

Cette classe est organiquement et majoritairement composée de femmes, LGBTI+, et de personnes migrantes, immigrées et racisées : c'est pourquoi le NPA Jeunes doit articuler aux questions de classes les questions dites des « oppressions spécifiques ». Ces dernières ne sont pas des surplus à l'analyse en terme de « classe », mais des angles d'attaques à la fois complémentaires et nécessaires pour que notre conception de la classe garde toute sa pertinence. Dès lors, nous devons sortir d'une vision

économiciste de la classe, qui reste myope devant les questions féministe, LGBTI+ et antiraciste, et qui se contente de dire que le vrai problème est le capitalisme en niant l'existence de systèmes de dominations à l'autonomie relative. Bien sûr, le capitalisme a en partie reconfiguré ces systèmes de domination, mais à notre sens il est impossible de penser le capitalisme sans l'articuler à ces questions, ne serait-ce que parce qu'il n'aurait pas pu se développer sans l'exploitation des femmes, des personnes racisées, des personnes LGBTI…. Ainsi, nous apportons notre soutien à l'auto-organisation des opprimé.e.s notamment en non mixité, et nous pensons même qu'elle contient une dimension stratégique, puisqu'elle permet la libération de la parole et surtout l'élaboration politique en non-mixité, mais qu'elle contribue également à faire converger les luttes, afin que les mobilisations s'élargissent et que les revendications avancent. Cette question prend par ailleurs tout son sens tant on voit bien que si les non blanc.he.s et les femmes sont victimes respectivement du racisme et du patriarcat, les blancs et les hommes en bénéficient relativement dans certains aspects de leurs vie.

3.2 Une jeunesse touchée par des problèmes spécifiques et l'importance de son auto-organisation

La jeunesse est touchée par un certains nombre de problèmes spécifiques. Une part importante de ceux-ci tiennent à ses conditions matérielles d'existence qui sont plus précaire que la moyenne. Cette précarité qui sert aux capitalistes à maximiser leurs profits, est en partie institutionnalisée: les statuts d'apprentis et de stagiaire mettent une partie importante de la jeunesse en dehors du code du travail, les amenant à avoir des salaires allant jusqu'à être égal à seulement un quart du smic. Plus globalement cette précarité irrigue notre société, le chômage des jeunes en France étant par exemple 2,5 fois plus important que la moyenne. Une des justifications idéologiques à cette précarité est le manque d'expérience systématiquement accolé aux jeunes. En plus de ces questions matérielles, les jeunes subissent aussi une domination symbolique que ce soit dans le cadre de la famille, de l'école ou du travail.

Ces éléments légitiment le fait que les jeunes puissent s'auto-organiser entre eux. Ces cadres d'auto-organisation de la jeunesse permettent ainsi aux jeunes de faire leurs premières expériences par eux même. Cela permet aussi de former des cadres jeunes en prise avec la jeunesse et qui bénéficieront de plus à toute l'organisation. Pour se faire, ces cadres d'auto-organisation jeunes doivent être autonomes. Dans ces cadres les jeunes doivent pouvoir prendre leurs propre décisions politiques, gérer leur trésorerie et choisir eux même leur direction.

En ce sens nous pensons qu'il n'est pas normal que la direction du NPA puisse invalider le Secrétariat National Jeune élu par les membres du NPA Jeune ni que cette direction refuse d'accorder les permanentats jeunes comme cela est arrivé au dernier congrès jeune et a ainsi contribué à paralyser le fonctionnement du NPA Jeune. Une des tâches de cette conférence Nationale Jeune sera de rompre avec ces pratiques contre-

productives.

3.3 Féminisme et question LGBTI

Sur le plan théorique, il faut réaffirmer que notre classe est traversée par la question des oppressions : notre classe est composée majoritairement de femmes, de LGBTI, de personnes racisées, immigrées, migrantes. Ces systèmes d'oppressions interagissant entre eux ne sont pas simplement une manœuvre des capitalistes pour « diviser » notre classe : le patriarcat pré-existait au capitalisme, et le capitalisme s'est en grande partie appuyé sur lui pour se développer.

Mais notre analyse, pour être complète, se doit de prendre en compte toute la complexité des systèmes d'oppression et la manière dont ils interagissent entre eux. Tout d'abord, la destruction du capitalisme, certes indispensable pour mettre fin aux oppressions spécifiques qu'il alimente, n'est pas une condition suffisante à leur annihilation : ces différents systèmes traversent toutes les classes de la société (bien que de manière différenciée), s'alimentent entre eux et conservent une certaine indépendance vis-à-vis de l'exploitation capitaliste

Sur le plan de l'intervention, il faut d'une part intervenir dans le mouvement autonome, sur les oppressions pour y défendre une position marxiste, de l'autre intervenir dans le mouvement ouvrier pour y défendre une prise en compte de la question des oppressions, en lien bien sûr avec la lutte de classe. D'un côté, nous devons intervenir dans les mobilisations féministes et LGBTI, dans les luttes des quartiers, afin d'y défendre la convergence des luttes, la formation de front dans le cadre de mobilisations, y développer notre politique contre l'Etat et le gouvernement, y développer une analyse en terme de classe. De l'autre, tout autant que nous travaillons à faire émerger une conscience de classe dans le mouvement ouvrier, nous devons y développer une conscience féministe, LGBTI, antiraciste. De la même façon, nous devons à partir de nos syndicats, du Front Social, des luttes locales ou nationales qui émergent, travailler à la convergence avec les luttes et à ce qu'émergent des revendications portant sur les oppressions. Dans cette double tâche, la construction de collectifs spécifiques sur les oppressions, qu'ils soient ou non directement rattachés au NPA en fonction de considérations locales et tactiques, peut être un bon point d'appui pour développer notre politique. Il ne s'agit bien sûr pas de s'y dissoudre, mais autour de points d'accord plus ou moins profonds, d'y défendre notre politique propre.

3.4 Anti-racisme et anti-impérialisme

Le racisme est une oppression structurelle qui organise la population en différents groupes hiérarchisés. Aujourd'hui, les non-blanc.he.s sont statistiquement les plus touché.e.s par les violences policières (agressions et meurtres), les contrôles au faciès, la discrimination à l'embauche, au logement, à l'accès au service public. Les migrant.e.s sont traqué.e.s par la police et déplacé.e.s par suite des destructions de leurs campements alors qu'ils fuient la misère.

Les prolétaires non-blanc.he.s constituent une frange surexploitée de notre classe : ils occupent en effet les positions les plus précaires sur le marché du travail (chômage, intérim, CDD, travail non déclaré) et sur des secteurs à forte pénibilité (ménage, bâtiment, fret) . Comme l'ont montré les grèves des ONET et récemment la grève des Hyatt, ces secteurs peuvent se montrer potentiellement explosifs et combatifs. De même, le mouvement contre les violences policières impulsé par Justice et Vérité pour Adama se développe et cherche à se lier au mouvement social, mais il faut que le mouvement social lui aussi se lie à lui pour porter son combat à une échelle encore plus vaste – et cela sans le subordonner aux revendications syndicales – car la conscience de classe ne s'aiguise pas qu'à l'épreuve de la lutte syndicale, mais aussi face à la nature répressive de l'Etat capitaliste.

Bien que les racismes de toutes sorte soient en progression (xénophobie, antisémitisme, négrophobie, racisme anti-asiatique), l'islamophobie reste la forme centrale du racisme contemporain et traverse toute la société française, tout l'échiquier politique et médiatique. Les politiques classé.e.s à gauche, et les organisations de l'antiracisme institutionnel, relaient les idées islamophobes sous couvert de « valeurs de la République », « supériorité de l'Occident », et de la laïcité, de même que les campagnes contre la mise en place de cadres non-mixtes par les antiracistes. Les lois successives contre les signes religieux (hijab à l'école, burqa dans l'espace public) tendent à reléguer particulièrement les musulman.e.s « visibles » dans l'espace privé, et les débats se sont poursuivis sur l'interdiction du hijab à l'université et du burkini sur les plages, se traduisant par des décrets instaurés par des maires. La déferlante médiatique autour du voile, pousse à l'accroissement des agressions de femmes voilées. Cette réalité doit nous amener à ne pas essentialiser le voile en l'associant à un signe d'oppression en tant que tel, les raisons pour le porter étant large et multiple.

Lorsque qu'un fait de racisme fait l'actualité, en particulier lorsque des militant.e.s des mouvements sociaux sont attaqué.e.s à cause de leur origine, leur couleur de peau, leur appartenance religieuse ou leur port du voile (comme cela avait été le cas pour Myriam Pougetoux, militante de l'Unef attaquée médiatiquement pour son port du voile pendant la mobilisation contre la loi Vidal), le NPA Jeunes doit être en capacité de déployer les moyens nécessaires (vidéos, communiqués, tracts…) pour contrer cette propagande raciste.

L'islamophobie se développe et se renforce avec la montée des idées d'extrême droite et l'instrumentalisation des attentats par l'État. Ces derniers servent de prétexte pour légitimer la politique de répression de l'Etat *via* l'état d'urgence, finalement constitutionnalisé, et qui touche en premier lieu les personnes racisées, mais aussi à légitimer sa politique impérialiste à l'étranger : l'entretien de cette ambiance est en effet bien commode pour justifier les interventions militaires de l'Etat français au Moyen-Orient, en Afrique subsaharienne et au Sahel au nom de la « lutte contre le terrorisme islamiste ».

3.5 Ecologie: une affaire internationale, de classe et de jeunesse

Il est clair que la révolution ne mettra pas fin à toutes les nuisances du capitalisme si celles-ci ne sont pas toutes considérées dans leur complexité. Ainsi, la crise écologique et le changement climatique ne se résoudront pas seulement par la socialisation de la production, mais également par la planification des grands secteurs de l'économie (agriculture, énergie, métallurgie, etc.) et son adaptation aux besoins réels et utiles des travailleurs (premières victimes de la crise écologique) à partir de la prise en compte des ressources disponibles et de leur renouvellement. Ceci implique de rompre avec le productivisme existant dans une partie des courants se revendiquant marxistes révolutionnaires. Une situation transitoire impliquerait de restructurer qualitativement tout le secteur productif. La production devrait décroître dans de nombreux secteurs matériels. Les capitalistes des pays riches délocalisent une grande partie de leur secteur économique primaire et secondaire dans les pays pauvres ou en « voie de développement ». L'extraction de ressources naturelles et les pollutions engendrées par les processus de production industrielle touchent en premier lieu les travailleur.se.s pauvres de ces pays. En outre, dans les pays riches, ce sont aussi les travailleur.se.s pauvres, souvent immigré.e.s, qui subissent les premier.e.s les pollutions environnementales et leurs conséquences sanitaires. C'est pourquoi la lutte contre le changement climatique et la crise écologique est, par essence, internationale et une question de classe.

Le dernier rapport du GIEC (groupe d'experts sur le climat) a enclenché les fusées de détresse. Désormais les prévisions affirment que la température va augmenter d'au moins 1,5°C d'ici 2050. Ces dérèglements auront pour conséquences le déplacement de 143 à 350 millions de réfugié.e.s climatiques fuyant les mauvaises récoltes et la montée des eaux d'ici 2050. Cette question va donc nécessairement questionner la liberté de circuler ou de s'installer. De plus, dans un monde où les ressources se font de plus en plus rares, les conflits inter-impérialistes ne vont faire que s'intensifier et le niveau de vie d'une grande partie du prolétariat mondial risque encore de baisser dans un monde déjà en crise économique et subissant de nombreuses crises sanitaires. Dans ce contexte, la revendication du contrôle de la production par la population et la mise en place de services publiques de santé, de transport, d'énergie et d'éducation totalement socialisés vont se poser comme une nécessitée urgente. Plus largement cette réalité fait de la lutte contre le dérèglement climatique une des priorités politiques de notre programme.

Une autre motivation qui doit nous amener à donner une grande importance aux luttes écologistes, est la place qu'occupe la jeunesse dans ses rangs. Par ailleurs, cette jeunesse est particulièrement sensible aux discours directement politiques. Ce qui nous laisse un boulevard pour développer notre propagande anticapitaliste et révolutionnaire. En ce qui concerne les Zads, nous pensons comme la plupart des camarades que nous avons des divergences stratégiques avec celles et ceux expliquant que c'est grâce à ces occupations que nous arriveront à détruire le capitalisme. Mais

ces divergences ne doivent pas nous amener à nous montrer sectaires. Les Zads doivent être clairement défendu.e.s contre les attaques capitalistes, et elles peuvent être un lieu d'intervention très important à une échelle locale où nous devons y défendre notre politique sans nous dissoudre. D'abord parce que celles et ceux qui les construisent sont le plus souvent anticapitalistes et jeunes. Ensuite parce que ce sont des lieux d'élaboration sur la société que nous souhaitons construire et qu'il est important que nous y réfléchissions dès maintenant. Et puis parce que l'occupation peut être une méthode efficace pour faire échec aux Grands Projets Néfastes et Imposés et remettre en cause le gouvernement. Enfin nous devons prôner la convergence entre les milieux militants sur ces questions et le mouvement ouvrier, permettant par exemple une meilleure prise en compte des luttes écologiques dans la lutte de classe et réciproquement.

4 La nécessité d'un programme pour rendre crédible notre stratégie et notre projet de société

Il y a urgence à ce que le NPA Jeunes se dote d'un programme détaillé. Ce serait d'abord un moyen de concurrencer les courants autonomes, dont l'une des forces est précisément d'être capables de proposer des perspectives politiques (ZADs, occupations envisagées comme fin en soi, etc.). Les autonomes proposent des alternatives concrètes qui incarnent de façon immédiate un vrai projet de société. Ils sortent ainsi de la posture d'opposition stérile à laquelle notre organisation est trop souvent associée. Si nous rejetons d'un point de vue stratégique leurs perspectives, nous avons besoin de proposer *en positif* notre propre projet de société, et de développer concrètement nos propositions pour le faire advenir. Plus généralement, l'élaboration d'un programme convainquant est nécessaire pour répondre de façon satisfaisante à un certain nombre d'accusations qui nous sont régulièrement adressées. En particulier, les personnes de notre milieu et qui se revendiquent « de gauche » nous reprochent souvent notre utopisme, notre posture d'opposition systématique ou encore notre sectarisme.

4.1 Contre les attaques en utopie, défendre un projet marxiste révolutionnaire

L'idée selon laquelle nous serions des utopistes est encore profondément ancrée autour de nous. S'il convient effectivement de revendiquer une société radicalement différente de celle dans laquelle nous vivons, nous devons en revanche tout faire pour convaincre notre classe de la possibilité de notre projet. Dans cette mesure, nous devons formuler nos revendications dans une perspective transitoire. Cela ne signifie certes pas entretenir l'illusion selon laquelle nos revendications seraient parfaitement réalisables dans le système actuel, car une telle confusion, loin de nous faire apparaître comme des réalistes, nous décrédibilise : par exemple, il ne sert à rien de laisser croire qu'une loi permettrait d'interdire les licenciements dans le cadre du capitalisme. En effet, les

gens se rendent bien compte que ce ne serait pas possible dans un capitalisme en crise amenant d'importantes fuites de capitaux et l'accroissement de cette dernière. Au contraire nous devons expliquer que cela implique une remise en cause radicale de la propriété capitaliste des moyens de production, que pour mettre fin aux licenciements, les travailleur.se.s devront prendre le contrôle des entreprises, les capitalistes devront être expropriés, et que tout cela devra s'obtenir par une grève générale reconductible aboutissant à la mise en place d'un gouvernement des travailleur.se.s. Il faudra encore expliquer qu'un tel gouvernement ne peut être que d'une nature différente de celle des gouvernements capitalistes actuels, et qu'il ne s'agira pas en ce sens d'un simple « gouvernement anti-austérité » – flou qui, dans l'histoire du NPA, a pu conduire à soutenir pendant bien trop longtemps, de façon insuffisamment critique, des gouvernements réformistes comme celui de Syriza en Grèce. Ainsi, formuler des revendications transitoires, c'est non seulement partir des intérêts immédiats de notre classe, mais aussi les articuler à une stratégie politique qui assume concrètement la question du pouvoir.

Cette logique transitoire, nous devons l'appliquer pour nos revendications économiques mais aussi pour nos revendications démocratiques. Il nous faut expliquer qu'une véritable démocratie reste illusoire sans ce contrôle ouvrier sur l'économie, ne serait-ce que parce que les capitalistes auraient toujours la main mise sur l'idéologie dominante (via les médias, les principales productions universitaires, etc.), c'est-à-dire sur les idées défendues le plus largement dans la population.

Articuler nos revendications à une stratégie qui pose concrètement la question du pouvoir, c'est encore assumer qu'il ne suffira pas qu'une révolution commence quelque part en Europe pour que tous les pays européens deviennent rouges du jour au lendemain. Il faut donc accepter de nous demander ce qu'il est possible de mettre en œuvre à l'échelle d'un pays ou d'un ensemble de pays, ce qui n'empêche en rien de penser la nécessité de l'internationalisation de la révolution. Or, pour empêcher les ingérences économiques des pays capitalistes, un gouvernement des travailleur-se-s devra avoir le monopole du commerce extérieur. Dans cette perspective, il nous revient d'expliquer qu'en période transitoire la mise en place de notre politique économique nous imposera de rompre avec les institutions, les traités et les règles de l'UE. La critique de l'UE doit être développée en particulier à l'approche des élections européennes : que le NPA puisse participer ou non à ces élections, le NPA Jeunes devra prendre part aux débats politiques qu'elles susciteront en faisant prioritairement de l'agitation et de la propagande sur ces sujets dans les universités. Il s'agit non seulement de rendre crédible la mise en place de nos revendications transitoires, mais aussi de dialoguer avec le sentiment anti-UE qui existe dans notre classe, afin d'amener celle-ci au reste de notre programme. Renoncer à le faire, c'est laisser un boulevard à la France Insoumise ou, bien pire, au Front National. Et parce qu'il est clair que l'UE, c'est aussi l'Europe forteresse qui brise les migrant.e.s, nous devrons articuler ces critiques à notre défense inconditionnelle de la liberté d'installation et de circulation, ainsi qu'à notre revendication de régularisation de tou.te.s les sans-papiers.

4.2 Au-delà de notre critique du système développer notre projet de société communiste

4.2.1 Un programme…

Si l'on nous accuse si souvent de préférer nous complaire dans l'opposition systématique plutôt que de proposer des solutions, c'est encore parce que nous avons renoncé à élaborer un programme détaillé sur tous les aspects de la société que nous voulons construire. Il ne s'agit donc pas seulement d'un programme qui articulerait certaines revendications immédiates au reste de nos revendications transitoires, mais aussi à des revendications maximales qui commenceraient à dessiner la société que nous voulons. Le catalogue de mesures d'urgence auquel se cantonne généralement la propagande du NPA et du NPA Jeune ne saurait tenir lieu d'un tel programme, et son insuffisance nous décrédibilise par rapport à la France Insoumise, dont le programme détaillé – quoique réformiste – a été un vrai atout et est encore largement utilisé par ses militant.e.s.

Nous pensons qu'un travail d'élaboration doit être lancé au sein du NPA Jeune en vue de définir ensemble un programme complet en particulier sur les questions de jeunesses, et c'est pourquoi nous ne le détaillerons pas ici. S'il devra reprendre des revendications économiques pour l'ensemble des travailleur.se.s (interdictions des licenciements, répartitions du travail entre tou.te.s…) et la jeunesse (salaire étudiant et lycéen, lycée et université autogérée fermée aux intérêts privées, arrêt des statuts d'exception des jeunes travailleur.se.s…), mais il devra aussi embrasser nos luttes contre les oppressions (socialisation des tâches ménagères, ivg libre et gratuits…) des luttes LGBTI+ (PMA pour tou.te.s, changements d'état civil sur simple demande, remboursement à 100% des frais de transition…) ainsi que nos luttes écologistes.

4.2.2… et un projet de société révolutionnaire, communiste et autogestionnaire

Il s'agit donc aussi de dialoguer avec les rêves d'un monde différent qui existent au sein de notre classe. Pour cela, le NPA Jeune doit relier son programme à un projet de société révolutionnaire. Dans cette perspective, nous défendons le communisme autogestionnaire : une société planifiée collectivement, de façon à satisfaire les besoins de tou.te.s sans épuiser les ressources ; une société auto-organisée dans des structures telles que les comités de quartiers, d'entreprise, les assemblées générales qui mandatent des personnes élu.e.s et révocables pour application des décisions prises ; une société où les travailleur.se.s gèreront démocratiquement, sans la pression des chefs, la production, décidant collectivement des investissements et des salaires via des caisses socialisées.

4.2.3 Se différencier des réformistes pour ne pas apparaître sectaires

Défendre un projet de société en positif, c'est aussi convaincre que nous proposons une

alternative crédible aux réformistes. Dans cette mesure, c'est un des moyens de ne plus apparaître sectaires : car c'est précisément parce que nous ne parvenons pas à nous différencier distinctement des réformistes que les gen.te.s ne comprennent pas pourquoi nous ne militons pas dans la même organisation. Il faut à l'inverse faire entendre que ce n'est pas par pur sectarisme, mais au nom de différenciations politiques fondamentales, que nous existons de façon autonome. Cela permettrait aux interventions de nos porte-paroles de sortir de la confusion sur ces questions là et d'être encore plus convaincantes. Mais c'est plus profondément la logique du parti large sur laquelle le NPA s'est construit qui conduit à ne pas trancher complètement l'alternative stratégique entre réforme et révolution. Nous pensons au contraire que nous devons clarifier notre programme, notre stratégie et notre projet de société, ce qui implique déjà, par exemple, de partir d'une analyse marxiste de la crise nettement démarquée des analyses keynésiennes qui constituent le cadre théorique des partis réformistes.

5 Reconstruire et démocratiser le NPA Jeunes

5.1 Sortir de la crise de direction

Depuis la dernière CNJ, de laquelle aucune véritable majorité n'est ressortie, on assiste à une crise de direction dans le Secteur Jeunes. La direction du secteur jeune doit désormais utiliser son permanentât pour animer le NPA Jeunes, reprenant avec l'habitude précédente des tracts tous les quinze jours et des feuilles de route régulières. Il est peu probable que cette nouvelle CNJ permette de changer radicalement les choses et qu'une plateforme obtienne la majorité absolue. D'où la nécessité d'être malgré tout capable d'à la fois dépasser nos sectarismes en interne et la tendance à l'obstruction systématique pour parvenir à trois choses.

Premièrement, à composer une direction de travail. Elle allierait plusieurs tendances sur la base de grands accords de fond : nécessité de faire une tendance révolutionnaire dans le mouvement étudiant, importance des médiations, importance de l'auto-organisation, de la lutte contre la répression, d'allier combats pour les intérêts immédiats des étudiant.e.s et perspective révolutionnaire. Deuxièmement, à faire fonctionner le Secteur Jeunes, en produisant d'avantage de matériels et en utilisant de manière plus efficace nos permanent.e.s. Nous avons d'urgence besoin d'un site du Secteur Jeunes à jour et attractif, qui soit notre principal relais dans la jeunesse. De la même façon, il faut reprendre l'habitude de sortir une feuille de route pour chaque semaine, ainsi que des tracts réguliers. Nous devons avoir à chaque SNJ de vrais points de débat ciblés, et non pas uniquement la traditionnelle analyse de la situation/perspectives. Enfin, nous devons être capables d'avancer dans les débats entre nous, pour essayer à terme de reconstituer une véritable majorité ou un bloc direction.

5.2 Démocratie et formation

La démocratie est une condition nécessaire à notre intervention et gage d'un bon fonctionnement interne. Le NPA jeune doit s'efforcer de rendre ses instances les plus transparentes possible : non seulement en mettant à jour ses statuts et en les diffusant en interne pour les rendre accessibles à chaque militant.e, mais aussi en décidant de règles de fonctionnement systématiques (par exemple, faire des comptes-rendus réguliers des prises de décision des directions à tous les niveaux -SNJ et BSJ- pour les faire redescendre aux comités, appeler les SNJ le plus à l'avance possible, faire des tours d'appel des comités et des villes, ou encore valoriser les comités en organisant des AGs locales mensuelles avec de vraies prises de décision collectives à leur issue). La démocratie va aussi de pair avec un effort de formation et de pédagogie destiné aux nouveaux/lles membres du parti afin qu'ils et elles puissent se saisir des enjeux politiques internes. Nous devons amener notre direction à devenir représentative de la jeunesse, composée des fractions les plus précaires, des femmes, des personnes racisées, etc.

Les formations sont un bon outil pour cela puisqu'elles permettent de lutter contre le déterminisme capitaliste. La formation garantit des militant.e.s à la fois conscient.e.s et convaincu.e.s, faisant preuve d'une capacité de recul sur leur militantisme. Cela requiert de créer du matériel adapté, de le mutualiser et de donner une nouvelle dynamique aux formations via les week-ends nationaux de formation, les SNJ et la revue théorique, mais aussi des formations régionales comme cela se faisait dans le Sud Ouest par exemple. Dans le but de faciliter l'inclusion des nouve.aux.lles camarades et leur compréhension du fonctionnement du parti, nous proposons la création d'un carnet d'intégration ou de bienvenue expliquant le rôle des instances et des commissions du parti ainsi que notre vision de la démocratie interne. Par ailleurs nous devons inciter les nouve.aux.elles camarades qui s'intéressent à la démocratie interne du parti à discuter avec l'ensemble des sensibilités sans les forcer à rejoindre une tendance (ce qui ne veut bien sûr pas dire ne pas tenter de les gagner à nos sensibilités diverses).

A l'heure actuelle, les comités n'entretiennent de liens entre eux qu'à travers les courants qui les composent : nous devons rompre cette dynamique de balkanisation du NPA Jeunes en abordant les débats de manière scientifique, en abandonnant les vieux réflexes sectaires consistant à caricaturer les positions adverses pour ne pas avoir à remettre en question notre propre discours. Dans cette optique, les postures virilistes visant à décrédibiliser le positionnement d'autrui sans répondre sur le fond doivent être abolie au profit d'une élaboration scientifique collective.

Par ailleurs, il nous semble indispensable de lutter contre l'instrumentalisation, consciente ou non, de la pression affinitaire comme moyen anti-démocratique de contrôler les orientations. Si nos relations de proximité dépendent de notre accords politique, alors le désaccord politique potentiel met en péril la relation interpersonnelle et c'est donc plus compliqué de changer d'orientation là où le simple fait d'être

convaincu devrait suffire. Il est évident que les orientations communes, la pratique collective de la lutte, le fait d'être ensemble plus souvent, favorisent les relations de proximité. Il n'est pas question de lutter contre ce fait. Nous pensons toutefois nécessaire d'ouvrir la discussion sur les effets induits de ces pratiques, et ses conséquences démocratiques.

5.3 Attractivité et camaraderie

En plus de notre intervention purement politique, nous devons aussi être capable de produire des slogans, d'inventer des chants en manif, de développer une activité culturelle et artistique alternative. Nous ne devons pas nous reposer sur l'existant : promouvoir des symboles attractifs et concurrents à ceux des autonomes est l'une des clefs de la diffusion de nos idées dans la jeunesse.

Par ailleurs, le militantisme dans un parti révolutionnaire est un combat de longue haleine. Si nous attendons de nos militant.e.s un engagement à la hauteur de ce qu'un parti révolutionnaire nécessite, la préservation des forces militantes est aussi une question importante (prise en compte des études, du travail, et des conditions sociales, avec un effort particulier pour permettre aux plus exploité.e.s et opprimé.e.s de nous rejoindre et d'être au cœur de notre organisation). Le sur-investissement de quelques militant.e.s ne suffit pas et n'est pas toujours tenable sur le long terme quand il ne devient pas néfaste en créant des petits chefs. De la même façon, si les désaccords entre nous existent et doivent s'exprimer, nous devons maintenir des relations de camaraderie qui garantissent le moral des militant.e.s, un climat serein, des débats et une organisation viable.

A (Paris 1), C (comité cheminot.e.s), C (Bordeaux);C (Auch), G (Jussieu), J (Jussieu);L (Nantes), L (Perpignan),;R (Bordeaux), S (Jussieu), S (Paris 3), S (Caen),;N. (Toulouse);T (Toulouse);M (Grenoble);P (Paris Est Marne La Vallée), le 29 octobre 2018